

Quand un arrêt des combats est possible en Ukraine, l'Intersyndicale en France apporte son soutien aux bellicistes de l'UE

Les Confédérations syndicales CGT, CFDT, CGC, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires ont publié le 18 février un communiqué sur la guerre impérialiste en Ukraine. Nous avons déjà eu l'occasion de réagir il y a plusieurs mois à un communiqué allant dans le même sens, celui de la dérive belliciste et du soutien à deux « syndicats » ukrainien dont l'un détient des records de corruption et l'autre possède des dirigeants nazis liés au tristement célèbre régiment Azov. Ce soutien est d'ailleurs renouvelé dans ce texte.

Mais, un certain nombre de digues ont sauté, pour reprendre l'expression quelque peu idéaliste de Sophie Binet. Dans ce texte il n'y a qu'un seul impérialisme : la Russie. Le texte a le double résultat de nier le caractère impérialiste de la guerre et tout de même la défense et illustration d'un des impérialismes impliqués dans la guerre, celui de la France et de l'Union européenne.

Une caractérisation erronée de la guerre

Dès le début la guerre se résume à « l'intolérable agression de Poutine », sans aucune part donnée au contexte. Ne sont évoqués dans ce texte ni le coup d'État du Maïdan en 2014, organisé par les USA et les nazis ukrainiens, ni le bombardement incessant du Donbass par l'armée de Kiev, ni, surtout l'enjeu réel : les richesses du sol ukrainien que tous les impérialistes convoitent et dont Trump veut s'emparer en échange de l'aide apportée à l'Ukraine. Au contraire, nous avons droit à cette phrase intolérable : « Pour rappel, c'est depuis 2014 que l'Ukraine subit les affres de l'annexion d'une partie de son territoire. », ce qui signifie que l'intersyndicale ne condamne ni le coup d'État du Maïdan, ni le massacre des syndicalistes à Odessa, mais la sécession des républiques autoproclamées qu'elle assimile à une annexion. Le discours de l'idéologie dominante occidentale est même amplifié. Pour les 7 organisations, il s'agit d'une guerre d'agression, motivée on ne sait par quoi, mais il n'y a pas de causes économiques. Le mot impérialisme et le mot OTAN ne figurent pas dans ce texte. Et si le régime russe est fortement critiqué, celui de l'Ukraine a droit à un silence approbateur. Cela suffit à le caractériser.

Une sollicitude à géométrie variable

Par ailleurs, le communiqué dénonce fortement l'armée russe : « Les forces russes continuent les attaques sans discernement en ciblant les infrastructures civiles. » ou encore « La guerre impacte fortement les enfants », alors que la même intersyndicale est muette sur le génocide des Palestiniens !!! Ce deux poids deux mesures est indigne et les directions confédérales auront à rendre compte de leur silence assourdissant dans la guerre de colonisation et de libération nationale en cours en Palestine.

Un silence assourdissant sur les désertions en Ukraine

Ne figure dans ce texte non plus aucune allusion aux désertions en Ukraine. A l'instar des organes de presse, les directions confédérales des syndicats français se font discrètes sur la question de l'ampleur de la désertion en Ukraine, un phénomène en réalité massif.

Récemment, la désertion d'une partie considérable des soldats de la brigade Anne de Kiev, formés en France à l'initiative du président Macron, a créé un scandale, étouffé en France, qui secoue les autorités politiques et militaires en Ukraine. 1700 soldats de cette brigade ont déserté en masse le 5 janvier 2025, avant même d'atteindre le champ de bataille.

Cet événement n'est pas un cas isolé. Plus de 100 000 soldats ont été inculpés en vertu des lois ukrainiennes sur la désertion depuis l'engagement des forces militaires russes en Ukraine en février 2022. En 2024, l'Ukraine a ouvert 60 000 dossiers de désertion, soit deux fois plus qu'au cours des deux années de guerre précédentes.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu, il y a quelques jours, une opération « spéciale » sécuritaire XXL des autorités ukrainiennes. Le SBU, la police spéciale, a en effet procédé, dans les régions de Kiev, Dniepropetrovsk, Odessa, Poltava et Kharkiv, à l'arrestation musclée de militants présumés du RFU, Front Ouvrier d'Ukraine. Cette organisation de travailleurs communistes et internationaliste est accusée par le pouvoir ukrainien d'avoir engagé l'organisation d'un refus collectif de participer aux combats, à s'organiser en « comités de soldats », à refuser la conscription, à ne pas exécuter les ordres du commandement et à désertir.

Bien entendu, cette répression contre les forces opposées à la guerre n'est pas la première du genre. En mars 2022, une dizaine de partis politiques de gauche avaient déjà été interdits, le Parti Communiste a quant à lui été interdit dès le coup d'Etat à Kiev en 2014. Aucun de ces événements n'a eu droit à une contestation ni même une évocation de la part des directions syndicales en France.

Les directions syndicales pour la guerre

Au contraire, nos syndicats rappellent leur solidarité avec les « syndicats » gangrenés qui sont favorables à la guerre et non à ceux qui organisent la lutte contre cette même guerre. Ces militants « anti-guerre » sont oubliés, tout comme du côté russe, on n'en trouve aucune mention. Il aurait été possible, par exemple d'évoquer les centres de conscription auxquels des opposants ont mis le feu et ces dizaines de milliers de jeunes qui ont fui la Russie pour ne pas être enrôlés dans une guerre qu'ils ne veulent pas. Mais le but des syndicats signataires de l'appel n'est pas de promouvoir la paix ni de mettre en avant ceux qui veulent l'arrêter et cesser ainsi de la faire payer aux peuples russe et ukrainien mais, au contraire de veiller à ce qu'elle se poursuive selon les vœux des impérialistes de l'UE.

La dernière partie du texte est éclairante à ce sujet. Les grands capitalistes US n'ont pas intérêt à la poursuite de la guerre. Plus de 90 % des entreprises d'Ukraine sont possédées par des capitalistes US ; Black Rock, en particulier, se taille la part du lion. C'est ce qui explique que leur nouveau fondé de pouvoir, Donald Trump, avance ses pions pour l'arrêt de la guerre. Au-delà des invocations rituelles à l'ONU, le texte intersyndical reprend mot pour mot les déclarations des dirigeants de certains États de l'UE et de Von der Leyen elle-même : « Mais elle ne peut pas lui être imposée de l'extérieur, en validant l'agression militaire et l'occupation de leur pays. Rien ne doit se discuter et se faire sans les Ukrainiens. Du sort de l'Ukraine dépend aussi celui de l'Europe qui ne peut donc être écartée des discussions ». Derrière ces jolies phrases la demande est celle de soutenir Zelinsky (et non l'Ukraine) et les multinationales de l'UE qui n'ont plus de prise en Ukraine, qui risquent de ne pas avoir accès aux richesses qu'elle contient dans son sol et pourraient être écartées de la manne de la reconstruction. Au moment où les principaux impérialistes en cause semblent vouloir s'entendre pour arrêter la guerre, nos syndicats veulent la poursuivre.

Défendons l'arrêt des combats

Cette guerre n'est pas la guerre des peuples, ni d'un côté, ni de l'autre. Elle illustre parfaitement cette célèbre citation d'Anatole France : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels ». La paix qui se profile dans les pourparlers entre Trump et Poutine n'accordera aucune place aux peuples, nous le savons, pas plus qu'une paix imposée par les impérialistes de l'UE n'en accorderait.

C'est d'autant plus un combat d'arrière-garde que mènent nos directions syndicales que le Conseil de Sécurité de l'ONU, dont elles se réclament, vient de voter un très court texte proposé par les USA qui demandait « instamment qu'il soit mis fin au conflit dans les plus brefs délais et plaide pour une paix durable ». Les 4 États de l'UE qui font actuellement partie du Conseil, ainsi que le Royaume Uni, se sont abstenus, l'ensemble des autres a voté pour. L'UE apparaît de plus en plus isolée sur la scène internationale, nos laudateurs syndicaux de ce conglomerat impérialiste devraient peut-être s'interroger sur les raisons de ce désamour. Il serait temps, au contraire, que les syndicats et notamment la CGT, soutiennent l'arrêt des combats. Car ce n'est pas encore gagné, les pantalonades de Macron et autres à Washington et les manœuvres à Kiev pour sauver le corrompu Zelinsky nous indiquent que les bellicistes de l'UE n'ont pas renoncé.

Non à l'Union sacrée ! Arrêt de la guerre impérialiste !

Comme le disait dès 2022 le Front Ouvrier d'Ukraine, que nous avons évoqué plus haut : « Quels que soient les oligarques qui gagneront cette guerre, la classe ouvrière n'a en tout cas rien à y gagner. ». La seule manière d'arrêter une guerre et de satisfaire les revendications de la classe ouvrière c'est de transformer la guerre impérialiste en révolution, comme l'ont fait les Bolcheviks et les travailleurs de la future URSS en 1917, au pris de concessions territoriales bien plus amples que celles que l'Ukraine et ses soutiens impérialistes devront accepter. Mais la situation aujourd'hui n'est pas révolutionnaire, ni en Ukraine, ni en Russie ; l'arrêt des combats et le minimum souhaitable, quelle que soit la part de l'Ukraine qu'accapareront les capitalistes de Russie, des USA ou de l'UE.

Au contraire, les directions syndicales s'arc-boutent sur la ligne de l'union sacrée, comme les directions des partis de la Deuxième Internationale et celle de la CGT en 1914. La tâche ainsi assignée par ces dirigeants aux organisations du mouvement ouvrier est de défendre leur propre impérialisme contre les autres, russe ou US. Quand le Parti Révolutionnaire Communistes exprime sa solidarité avec la Résistance des Palestiniens, cette solidarité inclue ceux qui combattent. Comment ne pas caractériser de la même manière cette phrase de la fin du communiqué intersyndical : « Solidarité avec l'Ukraine qui résiste ! ». Pourtant, il y a une différence de taille. Les Révolutionnaires ont raison de soutenir la lutte sous toutes ses formes du peuple palestinien qui mène une lutte de libération nationale. Au contraire, en Ukraine, c'est une guerre entre impérialistes, le mouvement ouvrier ne peut pas choisir son camp, il n'y a pas de « gentils » dans une guerre impérialiste. Tout ce que nous avons à exiger, c'est l'arrêt des combats.

Pour pouvoir s'organiser, les travailleurs, en Russie comme en Ukraine, ont besoin de la paix et de ne surtout pas faire confiance en leurs dirigeants, au service du Grand Capital. Le Parti Révolutionnaire Communistes renouvelle son exigence d'arrêt de la guerre impérialiste et sa solidarité avec les travailleurs de tous les pays impliqués dans cette guerre.